

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

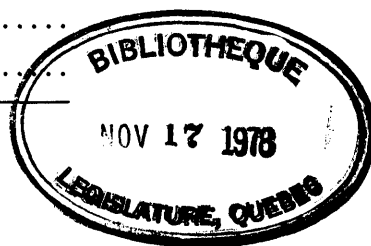
Projet de loi n° 96

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique
et modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES-YVAN MORIN

Ministre de l'éducation

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie principalement la Loi de l'instruction publique aux fins:

a) de préciser les pouvoirs accordés aux commissaires et syndics d'écoles d'engager et d'administrer, de résilier ou de suspendre le personnel enseignant et le personnel requis pour l'administration; et

b) de préciser que les commissaires ou syndics d'écoles peuvent changer de classe, d'école ou de fonction un membre du personnel pourvu que son traitement, sauf disposition contraire dans une convention collective ou un règlement édicté en vertu de la loi, ne soit pas réduit.

Le projet de loi abroge de plus certaines dispositions de la loi concernant:

a) le contrat d'engagement d'un enseignant et sa durée, et l'arbitrage des griefs en cas de congédiement et de non-rengagement;

b) l'obligation pour une personne occupant un emploi dans une école publique de subir un examen pulmonaire;

c) l'obligation pour une commission scolaire d'assurer ses biens meubles et immeubles.

Le projet de loi accorde par ailleurs au gouvernement le pouvoir de déterminer par règlement des règles et conditions quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles des commissions scolaires.

Il accorde de plus au ministre le pouvoir de déterminer par règlement des normes relatives au mandat du vérificateur des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales et de déterminer les modalités d'exécution de ce mandat.

Art. 1. *Les paragraphes 1° 2° de l'article 203 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**203.** Il est du devoir des commissaires et des syndics d'écoles:

1° d'engager, pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi, mais ils ne peuvent engager comme instituteur ou institutrice le conjoint d'un membre de la commission scolaire;

2° de résilier l'engagement des personnes occupant une fonction pédagogique ou éducative pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cette fin.»

Art. 2. *L'article 203a de la loi permet à toute personne qui occupe une fonction pédagogique ou éducative et qui est congédiée en vertu des dispositions de la loi de soumettre son grief à l'arbitrage. Cette disposition dédouble les dispositions des conventions collectives de travail.*

Art. 3. *L'article 204b de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**204b.** Les syndics d'écoles peuvent nommer le personnel requis pour l'administration.»

La modification proposée est de concordance.

Art. 4. *Les articles 212 à 216 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

Projet de loi n° 96

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique
et modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 235,
a. 203,
mod.

1. L'article 203 de la Loi de l'instruction publique (Statuts
refondus, 1964, chapitre 235), modifié par l'article 1 du chapitre
62 des lois de 1966/1967, par l'article 2 du chapitre 67 et par
l'article 2 du chapitre 9 des lois de 1969, par l'article 43 du cha-
pitre 67 des lois de 1971, par l'article 109 du chapitre 6 des lois
de 1974 et par l'article 218 du chapitre 5 des lois de 1977, est de
nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les sui-
vants:

Engage-
ment du
personnel
ensei-
gnant;
Résiliation
ou
sus-
pension;

«1° D'engager et d'administrer le personnel enseignant et le
personnel requis pour l'administration;

«2° De résilier ou de suspendre, pour cause juste et suffi-
sante, l'engagement des personnes visées au paragraphe 1°;»;

b) par le retranchement du paragraphe 17°.

S.R.,
c. 235,
a. 203a,
ab.

2. L'article 203a de ladite loi, édicté par l'article 3 du cha-
pitre 67 des lois de 1969, est abrogé.

S.R.,
c. 235,
a. 204b,
ab.

3. L'article 204b de ladite loi, édicté par l'article 44 du cha-
pitre 67 des lois de 1971, est abrogé.

S.R.,
c. 235,
aa. 212,
212a,
213-216,
ab.

4. Les articles 212, 212a édicté par l'article 4 du chapitre 67
des lois de 1969, 213 à 216 de ladite loi sont abrogés.

«**212.** L'engagement de tout instituteur doit être fait pour une année scolaire, sauf pour terminer une année déjà commencée ou pour plus d'une année scolaire dans des cas spéciaux laissés à l'approbation du ministre.

«**212a.** L'engagement de toute personne autre qu'un instituteur, qui occupe une fonction pédagogique ou éducative, doit être fait pour au moins un an, sauf pour terminer une année scolaire déjà commencée.

«**213.** L'engagement est fait par écrit, en vertu d'une résolution adoptée par la commission scolaire.

L'acte d'engagement peut être rédigé suivant la formule 18.

À l'acte d'engagement, la commission scolaire est représentée par son président ou, en son absence, par le secrétaire-trésorier.

«**214.** Les actes d'engagement des instituteurs sont faits en triplicata.

Une copie en est transmise au ministre dans les quinze jours qui suivent la passation de l'engagement, une autre est remise à l'instituteur et la troisième est déposée dans les archives de la commission scolaire.

«**215.** Quand un instituteur n'a pas atteint l'âge de la majorité, son engagement est néanmoins valable à toute fin, et il peut poursuivre et être poursuivi, comme s'il était majeur, pour tout ce qui concerne cet engagement.

«**216.** Dans toutes les municipalités scolaires, les commissaires et les syndics d'écoles sont tenus de payer à chacun de leurs instituteurs et institutrices un salaire annuel d'au moins quinze cent dollars.»

Art. 5. *L'article 218 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**218.** Nul ne peut occuper un emploi dans une école publique s'il ne produit, chaque année:

1° un certificat de médecin attestant qu'il n'est atteint d'aucun handicap physique ou mental ou maladie le rendant inapte à occuper le poste qu'il détient;

2° un certificat de médecin phthisiologue attestant qu'un examen pulmonaire clinique et radiologique a démontré que cette personne est exempte d'affections tuberculeuses.

Cet examen doit être fait dans les deux mois suivant l'engagement ou la nomination. Au cas de réengagement, l'examen radiologique n'est requis que si les commissaires l'exigent.

S'il est prouvé par un certificat médical qu'une personne occupant un emploi dans une école publique est atteinte d'une affection tuberculeuse, cette personne doit immédiatement cesser d'occuper ses fonctions.»

Art. 6. *Les articles 219 à 222 prévoient la procédure de non-rengagement d'un enseignant. Ces dispositions dédoublent les dispositions des conventions collectives de travail.*

Art. 7. *L'article 223 de la loi se lit actuellement comme suit:*

S.R.,
c. 235,
a. 218,
remp.

5. L'article 218 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 67 des lois de 1969 et par l'article 92 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n°9*) des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

Certificat
de
médecin.

«**218.** Nul ne peut occuper un emploi dans une école publique s'il ne produit un certificat de médecin attestant qu'il n'est atteint d'aucun handicap physique ou mental ou maladie le rendant inapte à occuper le poste qu'il détient. Au cas de rengagement, cet examen n'est requis que si les commissaires ou syndics d'écoles l'exigent.»

S.R.,
c. 235,
aa. 219-
222, ab.

6. Les articles 219 à 222 de ladite loi sont abrogés.

S.R.,
c. 235,
a. 223,
remp.

7. L'article 223 de ladite loi, remplacé par l'article 8 du chapitre 67 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**223.** Les commissaires ou syndics d'écoles peuvent, en tout temps durant l'année scolaire, changer de classe, d'école ou de fonction pédagogique ou éducative une personne qui occupe une telle fonction, pourvu que son traitement ne soit pas réduit.»

Art. 8. *Le paragraphe 5° de l'article 224 se lit actuellement comme suit:*

«**224.** Il est du devoir des commissaires ou des syndics d'écoles, dans chaque municipalité:

5° de faire assurer les édifices et les meubles appartenant à leur corporation scolaire pour le plus élevé des deux montants suivants:

1) le montant de la dette obligataire;

2) le montant représentant la moitié de la valeur de ces édifices et de ces meubles.»

Art. 9. *L'article 228 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**228.** Aucune corporation scolaire ne peut hypothéquer, vendre, louer, échanger ni aliéner ses biens de quelque façon ni emprunter sur ses biens, sans en avoir obtenu l'autorisation du ministre si la valeur marchande de ces biens excède mille dollars ou, selon le cas, si la durée du bail est de plus d'un an ou si le loyer annuel est de plus de mille deux cents dollars.

Toute vente de propriété scolaire autorisée en vertu du présent article doit être faite à la suite d'une demande de soumissions faite au moyen d'un avis public, à moins que le ministre n'ait permis de faire cette vente de gré à gré, pour un prix déterminé, de telle manière et après tels avis que ledit ministre juge convenables.»

Art. 10. *L'article 241 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**241.** Les commissaires ou syndics d'écoles doivent percevoir des contribuables de leur municipalité une somme suffisante pour acquitter le traitement des instituteurs qu'ils doivent payer à l'expiration de chaque mois d'enseignement, ce dont ils doivent faire mention dans leur rapport au ministre.»

Art. 11. *La modification proposée a pour objet d'autoriser le ministre à déterminer par règlement des normes relatives au mandat du vérificateur d'une commission scolaire et des modalités d'exécution de ce mandat.*

Art. 12. *La modification proposée est de concordance avec l'article 350 de la loi modifié par l'article 11 du projet de loi.*

Change-
ment de
fonction,
etc.

«**223.** Les commissaires ou syndics d'écoles peuvent, en tout temps durant l'année scolaire, changer de classe, d'école ou de fonction une personne visée au paragraphe 1° de l'article 203, pourvu que son traitement, sauf disposition contraire dans une convention collective ou un règlement édicté en vertu du paragraphe 1° de l'article 16, ne soit pas réduit.»

S.R.,
c. 235,
a. 224,
mod.

8. L'article 224 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 61 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le retranchement du paragraphe 5° du premier alinéa.

S.R.,
c. 235,
a. 228,
mod.

9. L'article 228 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 61 des lois de 1966/1967, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Règles et
conditions
d'aliéna-
tion.

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir des règles et conditions quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles d'une commission scolaire.

Entrée en
vigueur de
règlement.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.»

S.R.,
c. 235,
a. 241, ab.

10. L'article 241 de ladite loi est abrogé.

S.R.,
c. 235,
a. 350,
mod.

11. L'article 350 de ladite loi, modifié par l'article 64 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Règlement
relatif au
mandat.

«Le ministre peut, par règlement, établir des normes relatives au mandat du ou des vérificateurs et des modalités d'exécution de ce mandat.»

S.R.,
c. 235,
a. 486,
temp.

12. L'article 486 de ladite loi, remplacé par l'article 83 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Art. 13. *L'article 573a de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**573a.** Une commission scolaire ou une commission régionale peut avec l'autorisation du ministre pourvoir à l'organisation de cours d'études à des personnes autres que celles visées par l'article 43.

À cette fin, l'engagement d'un instituteur peut être fait, nonobstant l'article 212, pour moins d'une année scolaire.»

La modification proposée est de concordance.

Art. 14. *Les troisième et quatrième alinéas de l'article 620 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«Elle ne peut acquérir, aliéner un immeuble, le construire, l'agrandir, le transformer ou le démolir sans l'autorisation du Conseil; ce dernier doit obtenir l'approbation du ministre si le coût de l'opération excède \$100,000.

Aux fins de l'alinéa précédent, le ministre peut accorder une autorisation générale selon les modalités et conditions qu'il détermine. Le Conseil peut de la même façon accorder une autorisation générale à toute commission scolaire.»

Art. 15. *L'article 629 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**629.** Le greffier de toute corporation municipale doit, s'il reçoit, suivant l'article 66 de la Loi sur l'évaluation foncière, une plainte relative à une inscription visée à l'article précédent, faire une copie de la plainte et la remettre ou l'expédier par la poste, sans délai, au Conseil qui peut dès lors intervenir dans le litige. L'avis d'audition prévu à l'article 69 de la Loi sur l'évaluation foncière doit de plus être adressé au Conseil.»

Art. 16. *L'article 742 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**742.** Il est du devoir de la commission scolaire d'engager des enseignants dûment qualifiés pour enseigner dans les écoles sous sa juridiction. Le paragraphe 1° de l'article 203 ne s'applique pas. Aucun commissaire ne peut voter sur toute question concernant un membre de sa famille.»

La modification proposée est de concordance avec l'article 1 du projet de loi et vise la Commission scolaire Kativik.

Art. 17. *La modification proposée est de concordance.*

Disposi-
tions appli-
cables.

«**486.** Les dispositions de la présente loi et des règlements concernant le vérificateur d'une commission scolaire et son rapport s'appliquent *mutatis mutandis* à la commission régionale.»

S.R.,
c. 235,
a. 573a,
mod.

13. L'article 573a de ladite loi, édicté par l'article 92 du chapitre 67 des lois de 1971, est modifié par le retranchement du deuxième alinéa.

S.R.,
c. 235,
a. 620,
mod.

14. L'article 620 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972 et modifié par l'article 4 du chapitre 39 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

Règles et
conditions
d'aliéna-
tion.

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer des règles et conditions quant à l'aliénation des biens meubles et immeubles d'une commission scolaire.

Entrée en
vigueur de
règlement.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.»

S.R.,
c. 235,
a. 629,
mod.

15. L'article 629 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans les deux premières lignes, des mots «Le greffier de toute corporation municipale» par les mots «Le secrétaire de la section du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec.»

S.R.,
c. 235,
a. 742,
remp.

16. L'article 742 de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*) des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

Vote
interdit.

«**742.** Aucun commissaire ne peut voter sur toute question concernant un membre de sa famille.»

S.R.,
c. 235,
a. 749,
mod.

17. L'article 749 de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*) des lois de 1978, est modifié par le retranchement, dans la première ligne, des mots «Nonobstant le premier alinéa de l'article 219,».

Art. 18. *Cette disposition est transitoire.*

Art. 19. *Le premier alinéa de l'article 14 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation se lit actuellement comme suit:*

«**14.** Le Conseil et ses comités et commissions ont leur secrétariat en la cité de Québec.»

Art. 20. *La modification proposée est de concordance. Elle vise à abroger l'article 92 du projet de loi numéro 9 sanctionné le 23 juin 1978 qui n'est pas entré en vigueur en l'absence de proclamation du gouvernement et dont les termes sont repris par l'article 5 du présent projet de loi.*

Effet
continué
pour fins
de conven-
tion collec-
tive.

18. Toute disposition de la Loi de l'instruction publique abrogée par la présente loi et à laquelle réfère une convention collective conclue conformément à la Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (1974, chapitre 8) continue d'avoir effet aux fins de l'interprétation et de l'application de cette convention collective jusqu'à son expiration.

S.R.,
c. 234,
a. 14,
mod.

19. L'article 14 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 234) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Secréta-
riat.

«**14.** Le Conseil ainsi que ses comités et commissions ont leur secrétariat dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.»

1978, P.L.
9, a. 92,
ab.

20. L'article 92 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 9*) est abrogé.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.